

La nouvelle question sociale

Jean Pisani-Ferry([♦])

Le plombier est polonais, le cuisinier pakistanais, l'ouvrier chinois, le dentiste hongrois, et l'informaticien indien. Comment comprendre la multiplication de ces figures dans notre quotidien ? Nous volent-elles notre prospérité ? Depuis des années, les économistes se sont attachés, avec minutie, à compter les emplois que les délocalisations nous ont fait perdre et ceux qu'elles nous ont fait gagner. Leur réponse a peu varié : le solde est négatif mais faible, certainement très inférieur à un pour cent de l'emploi total. Tant de bruit pour si peu ?

Richard Freeman, professeur à Harvard, vient de proposer une autre approche (voir <http://www.theglobalist.com/StoryId.aspx?StoryId=4542>). Dans les vingt dernières années, explique-t-il, la population active insérée dans l'économie mondiale a doublé : avec l'ouverture de la Russie, de la Chine, de l'Inde, elle est passée d'environ 1,5 milliards à 3 milliards. Dans le même temps, le stock de capital utilisable n'a que faiblement augmenté, si bien que le capital par travailleur a presque baissé de moitié. Certes, les pays d'Asie épargnent et investissent autant qu'ils le peuvent. Mais, dit Freeman – et c'est le point important – avec les taux d'épargne actuels il faudra trente ans pour que le ratio capital-travail mondial retrouve son niveau de 1980.

Cette manière de penser la mondialisation est éclairante. Donnons-en quelques conséquences.

1. Abondance du travail, rareté du capital : c'est dans le monde, pour aujourd'hui et pour demain, la nouvelle question sociale. A qualification égale un travailleur produit d'autant plus – et peut obtenir un revenu d'autant plus élevé – qu'il mobilise un capital important. Mais si les salariés du Nord ont basé leur niveau de vie sur l'abondance du capital accumulé, celui-ci ne leur appartient pas et n'a plus autant besoin d'eux. S'il s'enfuit, le chômage commencera par augmenter, puis les salaires baisseront.
2. Il est illusoire de vouloir « piéger » le capital en arrêtant les délocalisations. Il finira bien par s'enfuir. Commerce international, investissement direct, efforts de réduction des coûts, migrations, etc.. les canaux sont multiples. La réponse est ailleurs : il faut privilégier ce qui peut retenir ou attirer le capital dans nos pays : qualité de la formation, des infrastructures, du système juridique, des relations sociales – et surtout ce que les économistes appellent « économies d'agglomération » au sein d'ensembles régionaux. Les pôles de compétitivité sont en principe une bonne réponse... à condition d'éviter le saupoudrage.
3. Si le déséquilibre capital-travail est durable, il est essentiel de pouvoir corriger ses effets sur la distribution des revenus. La mondialisation profite aux actionnaires et aux consommateurs, elle coûte aux producteurs. Il faut donc redistribuer par la fiscalité. Deux réponses à cela : créer un impôt redistributif à assiette large (ce que n'est pas l'IR) ; redistribuer, aussi, par la dépense. Quant à la concurrence fiscale, qui bénéficie elle aussi aux détenteurs de capitaux, il faudra bien reconnaître sa pratique par les pays d'Europe les moins développés (les ex-pays de l'Est), qui ont besoin d'une fiscalité attractive, et la limiter entre les plus riches (les ex-pays de l'Ouest) pour qu'ils ne se privent pas les-uns-les-autres des moyens d'organiser leur redistribution interne.

[♦] Directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat (www.bruegel.org)